

LA PRESSE

AFFAIRES

URANIUM SUR LA CÔTE-NORD
URACAN EN PANNE
FINANCIÈRE
PAGE 8



AUTOMOBILES

REBOND DU MARCHÉ AMÉRICAIN

← PAGE 5

 S&P TSX 11 848,75 +252.19 (+2,17%)	 S&P 500 1374,02 +8,51 (+0,62%)	 DOW JONES 12 943,82 +72,43 (+0,56%)	 PÉTROLE 87,66\$US +3,91\$US (+4,67%)	 DOLLAR 98,77 +0,55¢US
--	---	--	---	--

Crise au sein des banques britanniques

Vague de démissions chez Barclays

BLOOMBERG ET ASSOCIATED PRESS

Les principaux directeurs de la banque britannique Barclays ont remis leur démission dans la foulée d’une enquête sur la fixation des taux interbancaires qui ébranle le système bancaire européen.

À la surprise générale, Bob Diamond, chef de la direction de Barclays, a quitté son emploi hier. Cette démission survient après que le directeur de l’exploitation de l’institution financière a annoncé son intention de quitter son poste, semant les germes d’une autre enquête au sein du secteur bancaire britannique.

Nommé le mois dernier au poste de directeur de l’exploitation, Jerry del Missier a remis sa démission quelques heures plus tard. Le quin-quagénaire canadien, qui travaillait pour l’institution financière depuis 1997, a été co-chef de la direction de Barclays Capital aux côtés de Rich Ricci, à la suite de la nomination de Bob Diamond au titre de chef de la direction de Barclays.

Ces démissions suivent de 24 heures celle de Marcus Agius, président du conseil d’administration de Barclays. Il dirigera toutefois le recrutement d’un nouveau chef de la direction et ne quittera l’entreprise qu’après la nomination de son successeur.

Les gestionnaires de Barclays essuient des tirs nourris depuis que la banque a été mise à l’amende, à hauteur de 453 millions US, par des agences réglementaires américaines et britanniques pour avoir présenté des rapports erronés concernant les taux interbancaires entre 2005 et 2009. L’affaire touche essentiellement des courtiers de la banque d’affaires Barclays Capital, que M. Diamond dirigeait à l’époque.

Voir **BARCLAYS** en page 4

ÉTATS-UNIS

OÙ VA LA PREMIÈRE ÉCONOMIE MONDIALE?



En ce jour de l’*Independence Day*, les Américains ont peu de raisons de célébrer, avec le chômage qui reste toujours élevé dans plusieurs États et la situation budgétaire très fragile du gouvernement. Mais l’économie américaine dispose aussi de certains atouts pour se remettre en marche, dont des prix de l’énergie en baisse, des taux d’emprunt avantageux et un secteur immobilier qui montre enfin des signes de stabilisation.

SURVOL DE LA PLUS GRANDE ÉCONOMIE MONDIALE, EN PAGES 2 ET 3

LE POINT SUR LE TOP 10 DE WALL STREET, EN PAGE 7

ILLUSTRATION
ALEX BLOUIN, LA PRESSE

Du gaz dans l’eau



SOPHIE COUSINEAU
CHRONIQUE

On ne peut pas réécrire l’histoire, c’est connu. Mais il faudra bien l’admettre un jour: le Québec a commis une erreur historique en abandonnant la construction de la centrale du Suroît.

Huit ans après la grande colère populaire qui a incité le gouvernement libéral à mettre ce projet de centrale thermique à la poubelle, il est frappant de voir à quel point le Québec s’est fourvoyé.

Appelez cela de l’économie fiction si vous voulez, mais voici comment on pourrait réécrire l’histoire.

Si le Québec disposait de cette centrale au gaz, il n’aurait jamais eu à se lancer dans la réfection de la centrale nucléaire Gentilly en 2008. Même en faisant fi des craintes

associées au nucléaire après la catastrophe de Fukushima, ces travaux sont assortis d’une facture astronomique. Selon *La Presse*, elle a bondi de 1,9 milliard à près de 3 milliards de dollars. Le gouvernement a d’ailleurs suspendu ces travaux le temps qu’il détermine s’il vaut mieux les poursuivre ou démanteler cette centrale arrivée à la fin de sa vie utile.

Si le Québec disposait du Suroît, il n’aurait pas à gaspiller des centaines de millions de dollars pour ne pas prendre livraison de l’électricité qu’Hydro-Québec s’est engagée à acheter pendant 20 ans auprès de TransCanada Energy (TCE), qui a fait construire une centrale au gaz à Bécancour.

Hydro-Québec, qui croule sous les surplus, est incapable d’écouler cette électricité à profit aux États-Unis. Les prix y ont chuté en raison de l’extraction de quantités massives de gaz de schiste.

Cette centrale privée de TCE n’a jamais vraiment démarré depuis sa mise en service en 2008. Le dédommagement versé à cette entreprise de Calgary, qui se compose d’une partie fixe (coût en capital) et d’une partie variable (fonction du cours du gaz naturel), frise les 150 millions par an, indique Patrice Lavoie, porte-parole d’Hydro-Québec.

L’opposition péquiste évalue que cette pénalité, dont le montant exact est gardé secret,

dépasse en fait 200 millions par année. Même en se fiant aux chiffres plus conservateurs d’Hydro-Québec, la société d’État a versé au moins 600 millions en pénalités en quatre ans. Cela équivaut au coût de construction du Suroît, qui exigeait un investissement de 550 millions.

Si le Québec disposait d’un Suroît, il pourrait faire fonctionner cette centrale en hiver, lorsque Hydro-Québec est forcée d’acheter de l’électricité pour couvrir ses besoins en période de pointe. Une électricité qui, soit dit en passant, est produite par des centrales thermiques au gaz ou au charbon.

Voir **GAZ** en page 4

EN TOUT TEMPS
ÉCONOMISEZ
15%
À L'ACHAT DE
12 BOUTEILLES ET PLUS



MÉLANGER
LES PRODUITS, C'EST
PERMIS

UNE TERRASSE,
2 SEMAINES DE VACANCES,
15% DE RABAIS!

SAQ

DÉPÔT

1001, rue du Marché-Central
Montréal H4N 1J8
514 383-9954 | 1 888 232-9355

TITULAIRES DE PERMIS ET AGENCES DE LA SAQ EXCLUS. Offre exclusive à la SAQ Dépôt. Applicable aux produits de la zone RABAIS ESCALIER. Certaines conditions s'appliquent. Détails en succursale. 18 ans ou plus.

La modération a bien meilleur goût.
Educalcool

18+

ÉCONOMIE AMÉRICAINE

UNE REPRISE INÉGALE À NEW YORK



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Les taxes municipales n’augmenteront pas. Les bibliothèques et les postes de pompiers resteront toutes ouvertes. Aucun enseignant ne sera licencié. Et les services de garde à l’enfance seront étendus.

Il y a une semaine, le maire de New York, Michael Bloomberg, et la présidente du Conseil municipal, Christine Quinn, ont annoncé fièrement ces bonnes nouvelles en présentant un budget équilibré de 68,5 milliards de dollars pour l’exercice financier commençant le 1^{er} juillet.

Ce budget est la plus récente indication de la bonne tenue de l’économie new-yorkaise, qui s’est largement remise de la crise financière de 2008. En fait, depuis 2009, la ville a retrouvé « plus de 200 % » des emplois du secteur privé qui avaient été perdus pendant la récession, selon le maire

Bloomberg, fana des données économiques.

Plusieurs de ces emplois ont été créés dans les services professionnels et techniques, de même que dans les secteurs du tourisme et du commerce au détail, qui connaissent une période de forte croissance. Selon une étude publiée début juin par la société immobilière Eastern Consolidated, les

mais les nouveaux sont ici et coûtent environ 20 % moins cher qu’en Allemagne », a-t-il déclaré avant de filer vers le nouveau magasin Apple de la gare Central Station.

La ville de New York s’attend à accueillir 51,5 millions de touristes en 2012, soit 1,3 million de plus que 2011, une année record. Depuis 2007, elle a ajouté quel-

La ville de New York s’attend à accueillir 51,5 millions de touristes en 2012, soit 1,3 million de plus que 2011, une année record.

ventes au détail devraient atteindre 52,4 milliards US en 2012 à New York, une hausse de 42 % par rapport à 2007.

Et Oliver Lehmann n’y sera pas étranger. Depuis le début de la semaine, ce touriste de Hambourg ratisse les magasins électroniques de Midtown Manhattan à la recherche d’aubaines.

« Nous pouvons trouver les mêmes gadgets en Allemagne,

que 14 000 chambres d’hôtel pour répondre au nouvel afflux de visiteurs, qui devraient dépenser 34 milliards de dollars d’ici la fin de l’année.

Le marché immobilier est stable, du moins à Manhattan. Le prix moyen des appartements de l’arrondissement a augmenté de 1 % par rapport au deuxième trimestre de 2011, pour atteindre 1,45 million de dollars, selon

des données rendues publiques hier.

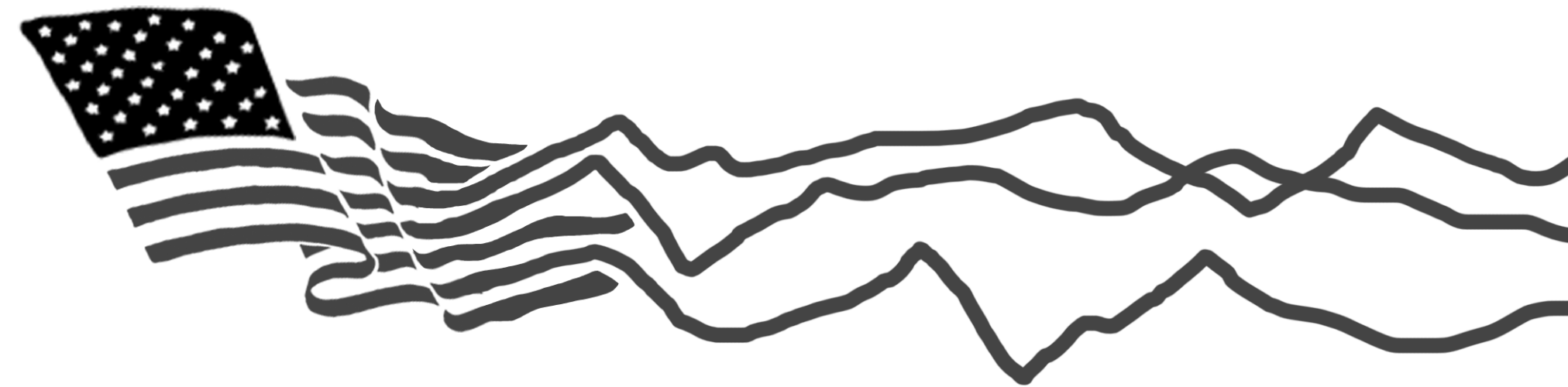
Taux de chômage élevé

Mais il y a des ombres au tableau. Malgré la création d’emplois du secteur privé, le taux de chômage demeure élevé à New York, étant passé de 8,8 % à 9,7 % de mai 2011 à 2012.

La situation est particulièrement difficile pour les Noirs en âge de travailler. Plus de la moitié d’entre eux sont sans emploi, selon une analyse des données du département du Travail. Bon nombre d’entre eux occupaient des postes dans la fonction publique, la construction ou le secteur manufacturier, des domaines qui ont été frappés de façon disproportionnée par la récession.

Charles Johnson, 39 ans, fait partie des laissés-pour-compte de la reprise économique à New York. Depuis plus de cinq mois, il cherche un emploi d’informaticien. En vain.

« Je suis en train de penser que je devrais retourner aux études », a-t-il dit hier matin en consultant une liste de postes affichés au Workforce1 Career Center, à Harlem. « Dans le climat actuel, un seul bac ne suffit pas. »



TAUX DE CHÔMAGE AUX É.-U.

LES CINQ PIRES ÉTATS

Nevada	12,3%
Rhode Island	11%
Californie	10,9%
Caroline-du-Nord	9,9%
Mississippi	9,5%

LES CINQ ÉTATS EN MEILLEURE POSTURE

Dakota-du-Nord	3,1%
Nebraska	4,1%
Dakota-du-Sud	4,3%
Vermont	4,9%
New Hampshire	5,2%

MOYENNE 8,3%

Source : Marchés capitaux BMO

Le paradoxe californien



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — L’an dernier, mon ami Sheldon, propriétaire d’un studio d’enregistrement à L.A., a eu tellement peu de clients qu’il hésitait avant d’aller manger un sandwich au resto près de chez lui.

« Cette année, je n’ai pris que cinq jours de congé depuis le 1^{er} janvier, m’a-t-il confié récemment. Je suis épuisé, mais je suis heureux. »

S’il ne va pas au resto, c’est parce qu’il n’a pas le temps : un livreur lui apporte son repas chaque midi.

Si vous débarquez en Californie cet été, ne soyez pas surpris d’avoir du mal à identifier les effets de la crise économique. Les autoroutes à six voies débordent de voitures neuves. De nouveaux restaurants apparaissent chaque semaine. Des villas de Beverly Hills changent de main à prix d’or. Les hôtels sont bondés et refusent des clients.

Tout ça, dans un État au budget écorché, avec un taux chômage de 10,8 %.

C’est le paradoxe californien : tandis que les grands centres urbains redémarrent après la crise, les régions périphériques, dépendantes du boom immobilier des années 2000, sont toujours au point mort.

Villes insolvables et sociétés en expansion

La semaine dernière, la ville de Stockton, dans le centre de l’État, est devenue la plus grande ville aux États-Unis à déclarer faillite. La ville de 300 000 habitants avait entrepris des projets d’expansion importants au moment où tout le monde était persuadé que l’immobilier était une valeur sûre. Aujourd’hui, elle doit plus de 700 millions US à ses créanciers, et entend couper dans les régimes de pension de ses employés.

Parallèlement, à quelques heures de route de là, Twitter, le

C’est le paradoxe californien : tandis que les grands centres urbains redémarrent après la crise, les régions périphériques, dépendantes du boom immobilier des années 2000, sont toujours au point mort.

géant des réseaux sociaux dont la valeur est évaluée à 8 milliards US, vient d’emménager dans un immeuble historique situé dans le quartier Tenderloin de San Francisco, jusqu’ici occupé par

des vendeurs de cracks et des magasins de prêteurs sur gages. L’entreprise compte quintupler son nombre d’employés d’ici 2014.

Les exemples de cette dichotomie sont nombreux. À la Ville de San Jose, on a licencié des centaines de policiers et de pompiers au cours des dernières années. Cette semaine, on a appris que la ville, située près de la Silicon Valley, allait recevoir un bureau fédéral des brevets, une première dans l’Ouest américain. En 2010, plus de 30 800 demandes de brevet sont venues de Californie, soit 25 % des demandes totales aux États-Unis. Le mois dernier, Apple a déposé à elle seule 10 demandes de brevet, et Google et Intel ne sont pas loin derrière.

La situation paradoxale de l’État va perdurer encore en 2013 et 2014, selon les experts. Au-delà, la croissance devrait reprendre de plus belle façon.

Ed Leamer, économiste à l’Université de Californie à Los Angeles (UCLA), a récemment dit que la situation de l’État devrait s’améliorer, mais très tranquillement.

« Les problèmes actuels ne vont pas se dissiper demain matin. Toutefois, le marché immobilier se remet sur pied, ce qui promet de la croissance dans les années à venir, même si les consommateurs et le gouvernement sont plus frugaux. »



ECONOMIE AMERICAINE



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

La reprise n'empêche pas la tenue de manifestations sur Wall Street, comme ici devant les bureaux de JPMorgan en faveur d'un resserrement des règles bancaires.

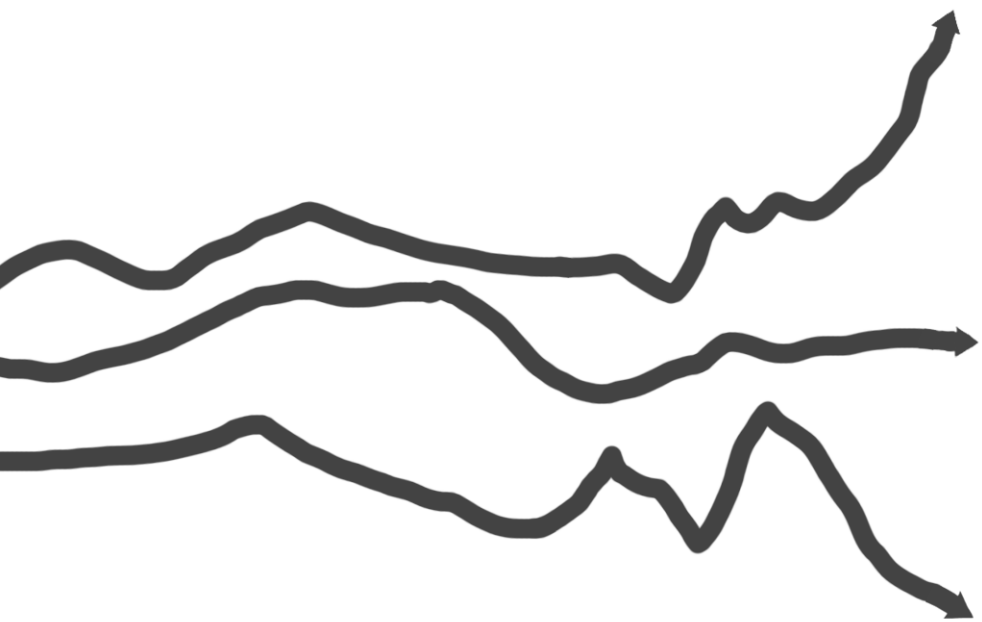


PHOTO REUTERS

Les autorités californiennes tablent sur une reprise des marchés immobiliers, comme ici dans ce secteur de Vista.

Croissance lente, mais enviable



RUDY LE COURS
ANALYSE

La première économie du monde n'échappe pas au ralentissement de la croissance mondiale, entravée avant tout par la crise de la dette publique européenne et par l'essoufflement de quelques grands pays émergents. C'est ce qui a notamment incité le Fonds monétaire international à diminuer, hier, d'un cran à 2,0 % sa prévision du rythme d'expansion des États-Unis cette année et à 2,25 % pour 2013. Le FMI croit la chose possible, cependant, uniquement si le Congrès parvient à abattre le mur budgétaire («fiscal cliff», selon la métaphore utilisée par le président de la Réserve fédérale Ben S. Bernanke pour le sortir de ses stériles débats). La force de l'impact, s'il devait survenir le premier janvier, est susceptible de retrancher jusqu'à quatre points de pourcentage à la croissance. En pareil cas, les États-Unis rechuteraient

À ce chapitre, l'économie américaine dispose d'atouts qui font envie dans la morosité actuelle. Les autorités monétaires (la Fed) sont très proactives, les entreprises ont un bilan sain pour la plupart et le marché de l'habitation semble avoir enfin touché le fond de sa dépression. «L'économie américaine se dirige vers un lent retour à la moyenne dans tous ses segments, observe Vincent Delisle, stratégie chez Scotia Capitaux. En plus, les États-Unis sont en train de se donner un avantage énergétique. Le prix du baril de pétrole est aux environs de 85\$US, celui du gaz naturel diminue parce qu'ils augmentent leur production.» Cela diminue les coûts de leurs entreprises tandis que celles des pays émergents sont obligées de consentir des augmentations de salaire. «Les États-Unis deviennent plus concurrentiels», résume François Bourdon, vice-président et chef adjoint des placements chez Fiera Capital. Et leurs consommateurs un peu plus riches. Depuis le sommet d'avril le prix du gallon américain (3,7 litres) d'essence a baissé de 50 cents. C'est l'équivalent de 30 milliards libérés pour des dépenses discrétionnaires de consommation.

«Le marché de l'habitation est en train de se rétablir tandis que la production d'automobiles est en forte croissance.»
– Douglas Porter, économiste en chef délégué chez BMO Marchés des capitaux

en récession, tout comme l'ont fait la zone euro ou le Royaume-Uni. La croissance mondiale vacillerait en pareil cas. Plus vite les élus parviendront à s'entendre sur la façon de lisser les compressions budgétaires et les hausses d'impôt sur une plus longue période, plus grande sera la résilience de l'économie. «Les investisseurs ne savent pas combien ils seront taxés en 2013, soit dans moins de six mois, déplore Stéfane Marion, économiste en chef à la Banque Nationale. On revit la même stupidité que l'an dernier.» Cette incertitude entraîne des reports d'investissements et d'embauches qui nourrissent le ralentissement présent. L'autre embûche qui guette les États-Unis, c'est le débat prochain sur le relèvement du plafond de la dette. Il est fixé depuis un an à 16 400 milliards US, une bagatelle qui sera atteinte l'hiver prochain, selon le secrétaire au Trésor Timothy Geithner. S'il n'est pas relevé à temps, Washington sera paralysé en début d'année. Malgré le dysfonctionnement du Congrès, la plupart des prévisionnistes tablent sur un accord in extremis qui permettra à tous de se concentrer sur l'activité économique.

L'Opération Twist poursuivie par la Réserve fédérale porte fruit. En troquant des obligations du Trésor de courte échéance contre d'autres de plus long terme, la Fed est parvenue à infléchir les taux hypothécaires de 30 ans à 3,7 %. Du jamais vu. «Ce faisant, le marché de l'habitation est en train de se rétablir tandis que la production d'automobiles est en forte croissance», signale Douglas Porter, économiste en chef délégué chez BMO Marchés des capitaux. À moyen terme, si la classe politique retrouve sa boussole, les solides fondements de l'économie américaine l'assureront d'une expansion qui, sans avoir le tonus des cycles précédents, fera envie. «Les États-Unis ont les meilleures universités au monde, rappelle Michel Doucet, vice-président, gestion de portefeuille chez Valeurs mobilières Desjardins. Ils sont déjà rendus à l'ère du quaternaire, celle des services ultraspecialisés et des technologies de pointe.» On n'a qu'à se rappeler d'où sont venus le web, l'iPad, ces inventions qui redéfinissent notre monde, conclut-il.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

Croissance au premier trimestre	1,90 %
Croissance prévue en 2012	2,00 %
Taux de chômage (mai)	8,30 %
Déficit sur PIB en 2012 (prév.)	7,50 %
Dette sur PIB fin 2012	100 %
Dette prévue fin 2012 (\$)	16 400 milliards

Sources : Bureau of Labour Statistics, FMI, CBO

Mercedes-Benz
CERTIFIÉE

Qualité certifiée, plaisir d'été assuré.
C'est le meilleur moment de mettre la main sur une Mercedes-Benz.

Pour une durée limitée, bénéficiez d'un taux de financement de 0,9 % pour 24 mois sur certains modèles d'occasion Certifiés 2008 à 2010.

Vous profiterez également des avantages suivants :

- Confiance : inspection en 150 points
- Garantie : protection Certifiée Étoile allant jusqu'à 6 ans ou 120 000 km
- Tranquillité d'esprit : historique complet de l'entretien de votre véhicule
- Sécurité : assistance routière d'urgence 24 heures sur 24
- Satisfaction : privilège d'échange de 5 jours ou 500 km

Visitez le concessionnaire Mercedes-Benz de votre région ou mercedes-benz.ca pour obtenir plus d'informations.

0,9 %^{*} Pour une période de 24 mois

Luxe. Certifié. Accessible.

Mercedes-Benz

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2012. * Financement à 0,9 % offert uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée, pour 24 mois et seulement pour les modèles Mercedes-Benz Certifiés 2008 à 2010 (affichant moins de 140 000 km) et pour les modèles smart Certifiés 2008 à 2010 (affichant moins de 100 000 km). Exemple de financement basé sur un modèle 2008 : 20 000 \$ à un taux d'intérêt de 0,9 % par an correspondent à 841,17 \$ par mois pendant 24 mois. Le coût de l'emprunt est de 188 \$, représentant un total de 20 188 \$. Un versement initial peut être requis. Frais d'immatriculation et d'assurance ainsi que taxes et frais du RDPRM en sus. D'autres frais, taxes ou droits propres à chaque province peuvent être perçus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre prend fin le 31 juillet 2012.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
Marchés boursiers fermés
aux États-Unis
(jour de l'Indépendance)

DEMAIN
Ind. ISM non manufacturier juin: **53,0**
(É.-U.) mai: **53,7**
Intl. Speedway BPA 2T: **40¢**

VENDREDI 6 JUILLET
Taux de chômage juin: **7,3%**
(Can.) mai: **7,3%**
Taux de chômage juin: **8,2%**
(É.-U.) mai: **8,2%**

LUNDI 9 JUILLET
Alcoa BPA 2T: **6¢US**
PriceSmart BPA 3T: **59¢US**

MARDI 10 JUILLET
Jean Coutu BPA 1T: **24¢**
Shaw Group BPA 3T: **58¢US**
Wolverine World BPA 2T: **44¢US**

MERCREDI 11 JUILLET
Commerce de gros mai: **0,3%**
(É.-U.) avril: **0,6%**
Charles Schwab BPA 2T: **18¢US**
Marriott Intl. BPA 2T: **42¢US**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresse.ca

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations:
www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

6			7		5		8	
								4
		1	3	8				
7				6	3		2	
				5		4		3
5		6			9			
			2	9				
		9					3	
	5	2						1

Niveau de difficulté : DIFFICILE

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	5	9	7	6	4	8	2	3
3	7	8	5	2	1	4	6	9
6	2	4	9	3	8	5	1	7
5	1	3	4	7	6	9	8	2
4	8	6	2	9	5	7	3	1
2	9	7	1	8	3	6	4	5
9	3	2	6	4	7	1	5	8
7	6	5	8	1	2	3	9	4
8	4	1	3	5	9	2	7	6

Par Fabien Savary

2327

Le grand patron de RIM tente de redorer le blason de l'entreprise

DAVID FRIEND
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le chef de la direction de Research In Motion, Thorsten Heins, a insisté hier pour dire que rien ne clochait actuellement avec l'entreprise et s'est dit confiant de voir le fabricant des téléphones intelligents BlackBerry surmonter ses défis.

M. Heins a mené l'offensive en compagnie de plusieurs membres de la direction qui

se sont manifestés auprès des médias pour tenter de redorer le blason de RIM.

La semaine dernière, RIM a secoué les marchés en reportant une nouvelle fois la sortie de son système d'exploitation BlackBerry 10, que plusieurs jugent crucial pour l'avenir de l'entreprise. Mais cette mauvaise nouvelle n'était pas la seule au menu cette journée-là.

La société ontarienne a aussi indiqué qu'elle procéderait à environ 5000

licenciements, au moment où elle cherche à réduire ses dépenses pour compenser les ventes chancelantes de ses téléphones intelligents BlackBerry et la rapide perte de valeur de ses actions.

En outre, RIM a dévoilé une perte de 518 millions US pour son plus récent trimestre, réalisée à partir d'un chiffre d'affaires de 2,81 milliards US. Les analystes s'attendaient à une perte moins importante et à des revenus plus élevés.

À la Bourse de Toronto, hier, le titre de RIM valait 7,44 \$, en baisse de 10 cents par rapport à son précédent cours de clôture.

M. Heins a reconnu que l'entreprise faisait face au défi de regagner des parts de marché aux États-Unis, mais il a insisté pour dire que RIM ne se trouvait pas dans une impasse.

« Il n'y a rien qui cloche avec l'entreprise actuellement », a affirmé le chef de la direction au cours d'une entrevue accordée hier matin

à la radio du réseau anglais de Radio-Canada.

« Je ne parle pas de RIM telle qu'elle était il y a six mois, lorsque j'en ai pris les rênes. Je parle de l'entreprise dans son état actuel », a-t-il ajouté.

M. Heins a fait valoir que les changements majeurs apportés à la direction de l'entreprise en ce qui concerne ses objectifs d'affaires depuis qu'il est devenu chef de la direction, en janvier, faisaient partie d'une vaste transition vers une nouvelle plateforme technologique.

Les ventes réalisées par RIM dans d'autres parties du monde demeurent solides, a affirmé M. Heins, ajoutant que la transition effectuée vers le BlackBerry 10 constituerait une façon totalement différente pour l'entreprise de voir l'informatique mobile.

Transaction interne infructueuse chez Couche-Tard

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

La Cour supérieure du Québec a récemment refusé d'annuler une transaction interne qui a eu des conséquences fiscales inattendues pour Alimentation Couche-Tard.

En avril 2006, l'une des filiales de Couche-Tard, Mac's, a versé un dividende de 136 millions de dollars à la société mère. Pour l'entreprise lavalloise, il s'agissait d'une manière de transférer des fonds à l'interne dans le cadre d'une planification fiscale.

« Les différentes entités directement ou indirectement contrôlées par Alimentation Couche-Tard voulaient faire circuler des fonds de façon à maximiser les emprunts au niveau des sociétés opérantes (Mac's et Couche-Tard) pour maximiser leurs dépenses d'intérêts sur les emprunts et, conséquemment, diminuer leurs impôts », a expliqué l'entreprise dans un document déposé au tribunal.

Effet contraire

Or, le versement de ce dividende, recommandé par un avocat travaillant pour un grand cabinet comptable, a eu l'effet contraire de celui qui était désiré. Il a empêché Mac's de déduire de ses revenus des intérêts totalisant 22,7 millions. Mac's avait versé ces intérêts à une filiale américaine de Couche-Tard, Sildel, à qui elle avait emprunté 185 millions en 2005.

En effet, en versant un dividende de 136 millions, Mac's a fait passer son ratio capitaux empruntés/capitaux propres au-dessus de la barre du 2:1, le seuil maximal en vertu duquel une entreprise peut déduire des frais d'intérêts, selon les lois fiscales.

Couche-Tard a donc demandé à la Cour supérieure d'annuler le dividende de 136 millions et de le remplacer par une « réduction de capital » du même montant, ce qui lui aurait permis de déduire les intérêts de 22,7 millions de ses revenus. Or, Revenu Québec et Revenu Canada se sont opposés à cette demande.

Dans une décision de 20 pages rendue le 19 juin, la juge Carole Hallée a refusé d'annuler le dividende, concluant que l'entreprise avait commis une « erreur économique », et ce, même si cela est dû au fait qu'elle s'est « entièrement fiée » aux conseils de l'avocat.

« La demande de Mac's vise plus qu'une simple modification d'un écrit instrumentaire, a statué la magistrate. Mac's demande plutôt de remplacer un acte juridique (une déclaration de dividende) par d'autres actes juridiques (une réduction de capital) de nature fort différente afin d'obtenir un traitement fiscal plus favorable et c'est ce qui s'appelle réécrire l'histoire fiscale de la transaction. »

Pas d'incidence

Dans un courriel envoyé à La Presse Canadienne, le chef de la direction financière de Couche-Tard, Raymond Paré, a indiqué que Mac's « juge être en droit de voir la situation corrigée et de ne pas avoir à subir les conséquences imprévues de cette situation pour le moins malheureuse ».

M. Paré a précisé qu'une provision a déjà été comptabilisée pour tenir compte des avis de cotisation émis par Revenu Canada dans ce dossier, de sorte que le jugement n'aura aucune incidence sur les résultats futurs de Couche-Tard.

L'action de Couche-Tard a clôturé à 45,21 \$ hier, en hausse de 1,7 %, à la Bourse de Toronto.

BARCLAYS

suite de la page 1

Certains analystes croyaient que M. Diamond pourrait demeurer en poste, puisqu'on ne lui connaît aucun dauphin évident. M. Diamond a indiqué avoir malgré tout l'intention de témoigner, aujourd'hui, devant le comité du Trésor de la Chambre des communes pour fournir les explications de la banque concernant ces faux taux d'intérêt.

Barclays et plusieurs autres banques fournissent régulièrement des évaluations des coûts qu'elles subiront pour emprunter des fonds à d'autres banques. Ces estimations servent à calculer le *London Interbank Offered Rate* (LIBOR).

Le LIBOR et un taux européen similaire, l'EURIBOR, sont ensuite utilisés pour déterminer les versements découlant de nombreuses ententes financières d'une valeur mondiale de plus de

Vague de démissions chez Barclays

5000 milliards US, y compris des prêts et des hypothèques.

Barclays a reconnu avoir soumis des chiffres inférieurs à la réalité pendant la crise financière de 2007 et 2008, concernant ses emprunts interbancaires. D'autres banques sont aussi sous la loupe des enquêteurs.

La semaine dernière, Bob Diamond a annoncé que ses collègues del Missier, directeur de l'exploitation, Rich Ricci, chef de la direction de Barclays Capital, et Chris Lucas, directeur de Group Finance, renonçaient à leurs primes pour 2012, acceptant ainsi leur responsabilité dans le scandale des taux.

Lundi, Bob Diamond semblait déterminé à conserver son emploi. Dans une note de service, il s'est dit déçu par l'inconduite ayant entraîné les importantes amendes imposées à la banque britannique. Pourtant, il affirmait: « Ma responsabilité est de m'assurer que cela ne se reproduira

plus. » Bob Diamond a fait de Barclays Capital une entreprise très rentable et a frappé un grand coup en achetant ce qu'il restait des activités américaines de Lehman Brothers au coût de 1,35 milliard US.

Barclays avait survécu à cette crise financière sans l'aide du gouvernement britannique, contrairement à des rivaux comme le Lloyds Banking Group et la Royal Bank of Scotland. Elle avait plutôt profité d'une injection de fonds de Qatar Holding, le fonds d'investissement du gouvernement qatarien.

En janvier 2011, Bob Diamond affirmait, devant un comité de la Chambre des communes: « Je crois que la période de remords et d'excuses des banques est révolue. »

Les conditions financières du départ de Bob Diamond n'ont pas immédiatement été divulguées. Dans le communiqué publié par la banque, la raison de son départ n'a pas été précisée.

Du gaz dans l'eau

GAZ

suite de la page 1

Qui plus est, cette électricité coûterait nettement moins cher (3 ou 4 cents le kilowattheure), comparativement aux prix des derniers ouvrages hydroélectriques ou de l'éolien. Le gaz, dont le prix a fortement chuté depuis la mi-2008, se négocie actuellement à 2,89 \$US mMBTU (contrat du NYMEX), près de son creux historique.

« Avant que le prix du gaz se raffermisse grâce aux conversions au gaz, il va s'écouler bien de temps. Toutes les prévisions indiquent qu'il restera bas pour 10 ou 15 ans », note Jean-Thomas Bernard, professeur invité à la faculté des sciences économiques de l'Université d'Ottawa.

Si le Québec avait construit cette centrale à Beauharnois, il aurait pu exporter plus d'électricité en 2006, en 2007 et au début de 2008, à une période où les cours de l'électricité laissaient entrevoir une marge de profit intéressante.

On le voit, le choix que le Québec a fait il y a huit ans se révèle aujourd'hui très coûteux. Sans être, au final, beaucoup plus écologique, puisque l'électricité qui devait être produite par cette centrale thermique a été remplacée en bonne partie par de l'électricité d'origine thermique.

Il est facile, direz-vous, de jouer au quart-arrière du lundi matin. À l'époque où Hydro-Québec projetait de construire le Suroît, la société d'État anticipait des pénuries d'électricité. Pénurie que la mise en chantier de nouveaux barrages n'aurait pas pu combler à court terme.

Personne n'a vu venir la récession, la chute dramatique de la demande industrielle, notamment des sociétés pape-tières québécoises, et l'explosion du gaz de schiste aux États-Unis.

En 2004, toutefois, le gouvernement de Jean Charest a échoué à vendre cette centrale au gaz avec son modus operandi habituel: annoncer la décision puis consulter à rebours. Les opposants à cette centrale n'étaient pas armés de casseroles, mais leurs protestations qui dénonçaient les gaz à effet de serre ont presque fait autant de tintamarre que l'opposition à la controversée loi 178. Et les libéraux ont fini par reculer.

Ainsi, la société d'État a troqué la construction de sa propre centrale thermique de 836 mégawatts contre un contrat avec une centrale thermique privée d'une puissance de 507 mégawatts.

Entre-temps, Hydro-Québec a déjà dépensé 850 millions pour rénover la centrale nucléaire de Gentilly. Poursuivre les travaux coûtera cher, tout comme revenir sur cette décision, selon

Hydro-Québec qui prévoit un « impact financier important sur les coûts déjà capitalisés ».

« Au moment de la construction de Gentilly, le Québec voulait avoir une fenêtre sur l'industrie nucléaire, note Jean-Thomas Bernard. Mais cet argument n'a plus aucun poids: s'il y a un renouveau du nucléaire, il ne passera pas par le Québec. En fait, avec le gaz naturel, toutes les autres filières de production n'ont plus leur raison d'être. »

Et pourquoi Hydro-Québec veut-elle rénover cette centrale nucléaire, outre les retombées économiques régionales? Pour avoir une production d'électricité dans le sud du Québec qui n'est pas soumise aux aléas climatiques comme l'est la production hydroélectrique.

Hydro-Québec a presque tous ses œufs dans le même panier: 95 % de sa puissance installée est hydroélectrique, une proportion qui chute à 91 % si l'on inclut aussi la production achetée, dont l'énergie éolienne.

On n'aime pas avoir de l'eau dans le gaz. Mais pourquoi ne pas avoir mis un peu de gaz dans son eau?

Pour rejoindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

À lire demain: le dossier d'Helene Baril sur la centrale nucléaire de Gentilly: l'heure de vérité.



AFFAIRES

700

715

FINANCEMENT

1-514-241-7000 **Sécur Finance**

Prêts hyp.: rés., locatifs, comm., construction

www.securfinance.com

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION

Commercial • Industriel • Résidentiel

DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

AU-DELÀ DE LA SCÈNE

ARTS



Tous les jours dans *La Presse*

SECTEUR AUTOMOBILE

Les ventes en hausse aux États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Les ventes des constructeurs automobiles ont nettement augmenté au mois de juin aux États-Unis, Toyota en tête (+60 %), continuant son spectaculaire rebond des derniers mois, Ford en queue de peloton avec une progression plus modérée.

Le premier constructeur automobile américain, General Motors (GM) a annoncé hier une hausse de 15,5 % de ses ventes au mois de juin aux États-Unis, à 248 750 unités, une progression bien répartie entre les quatre marques du groupe mais tirée par Buick.

C'est mieux que ne l'attendait le site spécialisé Truecar.com, qui tablait sur une hausse de 6 %.

« Juin a été un mois fort pour GM », a souligné Kurt McNeil, vice-président des ventes du groupe aux États-Unis. « La combinaison de nouveaux produits, de crédits disponibles, de prix du carburant en baisse et de croissance modeste a eu plus d'impact sur le comportement des consommateurs que les incertitudes économiques et politiques », a-t-il ajouté.

Le numéro deux américain du secteur, Ford, a écoulé 207 759 véhicules le mois dernier, mieux que ne l'attendait le site spécialisé Truecar.Com qui tablait sur une progression de seulement 0,3 %.

Les ventes de la marque Ford ont augmenté de 7,2 % et celles de la marque haut de gamme Lincoln de 2,5 %.

Adoption de la Fiat 500

Les ventes du troisième constructeur américain, Chrysler, ont bondi de 20 % à 144 811 véhicules, tirées par la marque Chrysler (+63 %) suivie par Jeep (+23 %) et dans une moindre mesure par la petite Fiat 500 dont les ventes ont plus que doublé sur un an.



Le japonais Toyota, numéro deux des ventes aux États-Unis, a vu ses ventes s'envoler de 60,3 % à 177 795 unités, poursuivant une spectaculaire reprise après deux années noires en 2010 et 2011.

« Plus de Fiat 500 ont été vendues pendant les six premiers mois de cette année que durant toute l'année 2011 », souligne le constructeur.

Les camions Ram ont enregistré une hausse de 12 % mais la marque Dodge n'a marqué une progression que de 2 %.

« Juin a été un autre mois solide pour Chrysler » et a « marqué notre 27^e mois consécutif de croissance des ventes », s'est félicité Reid Bigland, responsable des ventes aux États-Unis.

Enfin, le japonais Toyota, numéro deux des ventes aux États-Unis, a vu ses ventes s'envoler de 60,3 % à 177 795

unités, poursuivant une spectaculaire reprise après deux années noires en 2010 et 2011.

Les analystes de Truecar.com et Edmunds.com anticipaient toutefois une hausse encore plus élevée de 68 % et 66 % respectivement.

Truecar.com s'attend à un bon mois de juin en général

pour les constructeurs automobiles aux États-Unis avec une hausse des ventes sectorielle anticipée à 18 %, au plus haut depuis juin 2007, avec les constructeurs japonais Honda et Toyota poursuivant leur reprise après leur mauvaise année 2011 et avec une performance mitigée pour Ford.

BOMBARDIER

Vers une grosse commande de Delta?

LA PRESSE CANADIENNE

Maintenant que les pilotes de Delta Air Lines ont entériné leur nouvelle convention collective, Bombardier est sur les rangs pour décrocher une grosse commande de jets régionaux de la part de la compagnie aérienne américaine.

La nouvelle entente, qui est entrée en vigueur dimanche, force les transporteurs régionaux affiliés à Delta à se départir de quelque 218 jets de 50 places d'ici la fin de 2015. La plupart sont des CRJ100 et 200 de Bombardier Aéronautique. Ils seront remplacés par un maximum de 88 Boeing 717 d'occasion et 70 nouveaux jets de 76 places.

En agissant ainsi, Delta espère épargner environ 473 millions US d'ici la fin de 2015, somme qui ne tient toutefois pas compte des investissements requis pour acquérir les nouveaux avions.

En raison de la forte hausse des coûts du carburant au cours des dernières années, les jets de 50 places sont beaucoup moins rentables à faire voler aujourd'hui que lors de leur arrivée sur le marché, en 1992. Les

transporteurs veulent donc s'en débarrasser.

Bombardier est bien positionné pour obtenir une commande de Delta. Des 166 jets de 76 places actuellement exploités par Delta et ses affiliés, 114 sont des CRJ900 de Bombardier et 52 des E-175 du constructeur brésilien Embraer.

La commande la plus importante pourrait provenir de SkyWest Airlines, partenaire régional de Delta, United et US Airways. C'est le plus important exploitant d'appareils CRJ de Bombardier du monde.

Or, afin de réduire les coûts de maintenance, les transporteurs aiment généralement s'en tenir à un seul type d'appareil par catégorie, ce qui donne une longueur d'avance à Bombardier.

« On considère qu'on a les jets régionaux les plus efficaces, les plus performants et

les plus flexibles pour Delta, a commenté hier un porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne, au cours d'un entretien téléphonique. Delta connaît nos appareils, donc la balle est dans son camp. »

Un porte-parole de Delta, Morgan Durrant, a tenu à préciser dans un courriel qu'il était encore « trop tôt pour prédire » si une commande sera passée et si oui, à quel moment.

Delta devient le premier transporteur américain d'importance à convaincre ses pilotes d'accepter une augmentation du nombre de jets de 76 places au sein de son parc aérien.

Les pilotes des grands transporteurs américains ont toujours été réticents à autoriser une hausse du nombre d'avions de moins de 80 places, ne voulant pas perdre de liaisons au profit des compagnies régionales. Cette fois-ci, Delta a gagné l'appui de ses pilotes avec l'ajout des Boeing 717, qui leur seront confiés.

Autres transporteurs

Selon les observateurs de l'industrie, les autres grandes compagnies aériennes

des États-Unis – American Airlines, qui se trouve actuellement en restructuration judiciaire, United Continental et US Airways – pourraient rapidement emboîter le pas à Delta.

Embraer a récemment indiqué être en pourparlers avec cinq transporteurs américains qui seraient intéressés à commander pas moins de 500 jets régionaux au total. Évidemment, Bombardier est aussi de la partie.

La commande la plus importante pourrait provenir de SkyWest Airlines, partenaire régional de Delta, United et US Airways. C'est le plus important exploitant d'appareils CRJ de Bombardier au monde.

La mise au rancart de dizaines de jets de 50 places fera vraisemblablement chuter la valeur de ces avions. Pour Bombardier, l'impact sera toutefois limité puisque le CRJ200 n'est plus en production depuis 2006. De plus, plusieurs des appareils cédés par les compagnies aériennes pourraient être convertis en avions d'affaires.

L'action de Bombardier a clôturé à 4,08 \$ hier, en hausse de 1,5 %, à la Bourse de Toronto.

Boeing rehausse sa prévision du marché des avions

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le constructeur américain Boeing a rehaussé de 500 milliards US sa prévision pour le marché mondial des avions de ligne, qu'il voit doubler sur 20 ans.

Boeing table désormais sur 34 000 nouveaux appareils vendus pour une valeur totale de 4500 milliards US. Dans ses précédentes prévisions à 20 ans publiées l'année dernière, l'avionneur américain tablait sur 33 500 appareils vendus, pour plus de 4000 milliards US.

Boeing table désormais sur 34 000 nouveaux appareils vendus pour une valeur totale de 4500 milliards US.

Le marché mondial de l'aviation civile « a démontré sa solidité même pendant des années très difficiles, et entraîne l'augmentation des cadences de production à tous les niveaux », a commenté Randy Tinseth, vice-président du marketing de la division Aviation commerciale de l'avionneur dans un communiqué.

Boeing a fondé ses prévisions sur une hypothèse d'un trafic aérien en progression de 5 % par an au cours des deux prochaines décennies. Son rival européen Airbus estime lui aussi que le trafic augmentera dans cette proportion. Sans surprise, l'Asie-Pacifique tire cette augmentation de livraisons prévue d'ici 2031 (près d'un tiers des volumes prévus, soit 12 030 appareils livrés).

Le voyage d'affaires poursuit sa reprise

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le voyage d'affaires poursuit lentement sa reprise en 2012 dans le monde tout en gardant les bonnes habitudes de contrôles des coûts, dans un contexte général de hausse des prix moyens des billets d'avion et des nuitées hôtelières, selon une étude Egencia publiée aujourd'hui.

Selon cette étude annuelle de la filiale du voyageur américain Expedia spécialisée

dans le voyage d'affaires, 43 % des acheteurs prévoient une augmentation de leurs volumes de voyages durant le reste de 2012 (contre 54 % en 2011).

46 % s'attendent à une hausse de leurs dépenses générales de voyages. 62 % des acheteurs de voyages dans les entreprises contre 38 % en 2011 déclarent également vouloir négocier davantage en 2012.

À la fin du mois d'octobre, Egencia a noté que la

croissance « modérée » du secteur du voyage d'affaires en 2011 devait se poursuivre en 2012 malgré les incertitudes pesant sur l'économie mondiale, une tendance favorable à des hausses des prix en raison de la reprise de la demande.

Si la gestion et la réduction des coûts en matière de voyage reste le principal enjeu pour 77 % des 300 organisateurs de voyage interrogés, les entreprises sont plus enclines à autoriser la classe affaires pour les

vols long-courrier. 45 % des voyageurs d'affaires peuvent réserver en cabine avant pour un vol de plus de neuf heures contre seulement 6 % pour un vol inférieur à neuf heures.

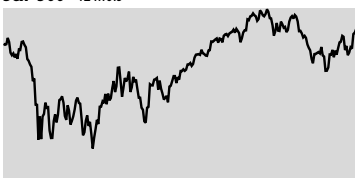
L'évolution des tendances tarifaires pour 2012 montre que le prix moyen par billet d'avion a connu une hausse d'environ 6 % pour un vol intra-Europe par rapport à 2011 (comparée à une baisse de 8 % en 2011 par rapport à 2010).

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



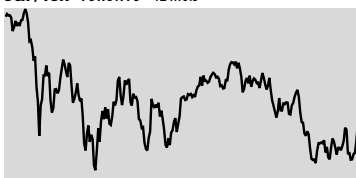
FERMETURE 1 374,02
VAR. 1J 0,62 % | 1 AN +2,56 %
52 SEM. HAUT 1 422,38 BAS 1 074,77

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	55 780,32	1 087,53	1,99
CAC 40 (France)	3 271,20	31,00	0,96
DAX (Allemagne)	6 578,21	82,13	1,26
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 442,86	23,44	0,97
FTSE 100 (Angleterre)	5 687,73	47,09	0,83
Hang Seng (Hong Kong)	19 735,53	294,07	1,51
Mexico Bolsa (Mexique)	40 434,71	325,79	0,81
FTSE MIB (Italie)	14 494,41	185,62	1,30
NIKKEI 225 (Japon)	9 066,59	63,11	0,70
S&P/ASX 200 (Australie)	4 127,22	-5,78	-0,14
Shanghai (Chine)	2 229,19	3,08	0,14
Swiss Market (Suisse)	6 194,08	84,67	1,39

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 11 848,75
VAR. 1J 2,17 % | 1 AN -10,92 %
52 SEM. HAUT 13 516,17 BAS 10 848,19

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
OPEN RANGE ENER. (ONR)	11 658 170	1,35	32,35
SEQUENCE ENER. (CQE)	9 799 480	1,13	17,71
PROGRESS ENER. (PRQ)	8 961 682	20,08	0,05
BOMBARDIER (BBD.B)	7 741 876	4,08	1,49
EASTERN PLATI. (ELR)	7 275 659	0,24	11,63
ENERGY FUELS (EFR)	4 586 084	0,16	-15,79
SUNCOR ENERGY (SU)	4 543 312	30,71	4,31
IAMGOLD (IMG)	4 377 358	12,35	2,57
ELDERADO GOLD (ELD)	4 364 911	13,26	5,74
RESEARCH IN MO. (RIM)	4 261 833	7,44	-1,33
LUNDIN MINING (LUN)	4 010 135	4,53	7,35
CANADIAN NAT. RES. (CNQ)	3 874 100	28,41	4,03
MANULIFE FINAN. (MFC)	3 825 829	11,36	2,43
NEVADA COPPER (NCU)	3 304 047	2,15	13,76
PACIFIC RUBIALES (PRE)	3 221 589	23,49	8,95
COLOSSUS MINE. (CSJ)	3 140 040	3,65	3,11

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
RELIANCE RES. (RI)	139 730	0,20	33,33
OPEN RANGE ENER. (ONR)	11 658 170	1,35	32,35
CASPIAN ENERGY (CEK)	101 500	0,13	30,00
REDZONE RES. (REZ)	6 000	0,20	25,81
LIBERTY MINES (LBE)	23 010	0,10	25,00

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
VALEANT PHARMA. (VRX)	658 585	48,61	2,94
TECK RES./A (TCK.A)	1 325	34,90	2,30
GEORGE WESTON (WN)	80 802	59,96	2,12
SILVER WHEATON (SLW)	1 944 424	29,48	2,11
DOMTAR (UFS)	13 182	80,00	2,00

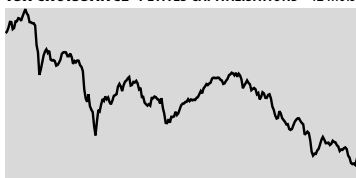
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
STARFIELD RES. (SRU)	450 000	0,01	-33,33
AQUILA RES. (AQA)	316 234	0,18	-27,08
RAINFALLER ENT. (RNK)	59 000	1,15	-25,00
TVI PACIFIC (TVI)	112 847	0,02	-20,00
ACADIAN MINING (ADA)	51 800	0,07	-17,65

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
SXC HEALTH SOL. (SXC)	1 716 900	99,75	-1,36
MORGUARD (MRC)	3 108	88,74	-1,26
FAIRFAX FINAN. (FFH)	12 175	402,00	-1,14
LULULEMON ATH. (LLL)	125 914	59,60	-1,08
MACDONALD DETT. (MDA)	90 237	57,50	-0,94

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 225,49
VAR. 1J 2,90 % | 1 AN -35,64 %
52 SEM. HAUT 2 061,46 BAS 1 153,90

PLUS ACTIFS

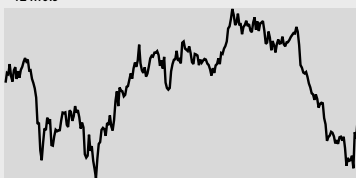
	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
BARKERVILLE (BGM)	10 204 334	1,22	0,83
WESTERNZAGROS (WZR)	5 965 348	1,00	9,89
MADALENA VENT. (MVV)	3 059 700	0,42	20,00
ZODIAC EXPLOR. (ZEX)	2 542 099	0,04	0,00
SIMBA ENERGY (SMB)	2 394 870	0,16	18,52
PINECREST ENR. (PRY)	2 019 889	1,90	7,34
MART RES. (MMT)	1 786 860	1,47	8,09
IONA ENERGY (INA)	1 759 500	0,43	6,17
NATCORE TECH. (NXT)	1 703 086	0,99	23,75
CASTLE RES. (CRI)	1 680 200	0,21	16,67

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme

> 12 mois



87,66 \$US

Variation 1 JOUR +3,91 \$US

Variation 1 SEM. +10,46 %

Variation 1 AN -7,67 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	18,73	0,47	2,57	-10,47
S&P/TSX 60 (XIU)	17,06	0,45	2,71	-10,73
S&P/TSX fin. (XFN)	22,08	0,37	1,70	-7,65
S&P/TSX éner. (XEG)	15,26	0,49	3,32	-22,81
S&P/TSX or (XGO)	19,55	0,58	3,06	-13,99
Oblig. c. terme (XSB)	29,03	0,01	0,03	0,38
Oblig. l. terme (XBB)	31,45	-0,04	-0,13	5,54
S&P 500 (XSP)	15,62	0,13	0,84	3,17

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT BAS		DIV. ANN.
MATÉRIAUX	2 963,67 pts		4,11		-7,57			
▲ Semafo (SMF)	5,15	0,48	10,28	24 484	-21,97	10,48	3,81	0,04
▲ Kinross (K)	9,00	0,69	8,30	31 176	-22,61	18,17	7,15	0,16
▲ Osisko (OSK)	7,45	0,45	6,43	18 145	-24,29	15,86	6,25	0,00
▲ Agnico-Eagle (AEM)	43,14	1,90	4,61	7 287	16,44	72,51	31,50	0,81
▲ Goldcorp (G)	39,90	1,57	4,10	23 689	-11,75	55,93	32,52	0,55
▲ Teck Res. (TCK.B)	32,77	1,24	3,93	18 741	-8,74	51,38	27,39	0,80
▲ Barrick (ABX)	39,50	1,15	3,00	28 356	-14,41	55,36	35,11	0,81
▲ Potash (POT)	45,77	1,27	2,85	22 544	8,69	59,45	38,31	0,56
▲ Iamgold (IMG)	12,35	0,31	2,57	43 774	-23,67	23,79	9,31	0,26
▲ Domtar (UFS)	80,00	2,00	2,56	132	-1,85	99,86	63,88	1,82
▲ Ivanhoe (IIV)	10,23	0,19	1,89	11 187	-38,20	23,77	7,73	0,00
▲ Canam (CAM)	5,08	0,08	1,60	197	23,90	6,86	2,81	0,00
▲ Agrium (AGU)	91,36	1,13	1,25	11 915	33,61	93,56	63,93	1,01
▲ Cascades (CAS)	4,25	0,05	1,19	1 970	-4,06	6,44	3,51	0,16
▲ Tembec (TMB)	2,30	0,00	0,00	326	-17,56	4,77	2,01	0,00
SANTÉ	841,82 pts		3,68		15,32			
▲ Valeant Pharma (VRX)	48,61	2,94	6,44	6 586	1,99	58,98	33,91	0,00
▲ Atrium Inno. (ATB)	10,96	0,01	0,09	36	-7,74	16,25	9,85	0,00
▲ Paladin Labs (PLB)	48,20	0,00	0,00	82	15,48	49,07	32,41	0,00
▼ Theratechnologie (TH)	0,80	-0,02	-2,44	276	-71,33	4,63	0,68	0,00
ÉNERGIE	2 567,87 pts		2,59		-6,78			
▲ Nexen (NXY)	18,37	1,13	6,55	27 162	13,33	23,67	14,20	0,20
▲ Cenovus (CVE)	33,97	1,60	4,94	17 989	0,41	39,64	28,85	0,88
▲ Suncor Energy (SU)	30,71	1,27	4,31	45 433	4,53	39,60	23,97	0,52
▲ Can Natural Res. (CNQ)	28,41	1,10	4,03	38 739	-25,53	42,14	25,97	0,42
▲ Cameco (CCO)	23,12	0,75	3,35	10 490	25,58	27,05	17,25	0,40
▲ Talisman Energy (TLM)	11,97	0,30	2,57	16 990	-7,78	20,25	9,72	0,27
▲ Imperial Oil (IMO)	43,53	0,94	2,21	7 262	-4,10	49,26	34,15	0,48
▲ Husky Energy (HSE)	25,97	0,52	2,04	8 064	5,78	27,19	20,63	1,20
▲ Canadian Oil Sands (COS)	20,05	0,33	1,67	19 234	-13,76	28,74	18,17	1,40
▲ Transcanada (TRP)	43,25	0,58	1,36	12 547	-2,87	44,75	37,00	1,76
Enbridge (ENB)	40,56	-0,10	-0,25	16 923	6,48	41,59	28,27	1,13
▼ Encana (ECA)	20,66	-0,54	-2,55	19 821	9,37	30,42	17,25	0,81
TÉLÉCOMS	1 016,57 pts		1,77		1,22			
▲ Telus (T)	62,69	1,55	2,54	5 525	8,76	62,97	49,47	2,44
▲ Rogers (RCL.B)	37,70	0,79	2,14	11 858	-3,95	40,22	34,25	1,58
▲ BCE (BCE)	42,54	0,56	1,33	13 467	0,16	43,00	34,99	2,17
CONSOMMATION COURANTE	1 924,53 pts		1,61		9,65			
▲ Molson Coors (TPX.B)	43,49	1,61	3,84	15	-3,57	46,32	39,52	1,31
▲ Weston (George) (WN)	59,96	2,12	3,67	808	-11,94	71,73	57,00	1,44
▲ Loblaw (L)	33,36	0,96	2,96	3 604	-13,31	39,67	31,11	0,84
▲ L'Assomée (LAS.A)	70,95	1,95	2,83	6	10,86	78,47	62,06	1,24
▲ Shoppers Drug Mart (SC)	41,92	0,87	2,12	5 452	1,90	44,44	37,00	1,06
▲ Couche-Tard (ATD.B)	45,21	0,75	1,69	3 069	42,62	45,75	27,21	0,30
▲ Saputo (SAP)	42,95	0,62	1,46	1 848	10,04	47,75	35,80	0,76
▲ Metro (MRU)	52,88	0,75	1,44	1 757	-2,07	55,17	43,70	0,86
▲ Dollarama (DOL)	61,80	0,62	1,01	944	38,88	63,75	29,10	0,44
▲ Jean Coutu (PJC.A)	15,01	-0,03	-0,20	1 141	17,73	15,84	10,76	0,28
INDUSTRIELLES	1 389,98 pts		1,29		5,08			
▲ GLV (GLV.A)	2,10	0,06	2,94	128	-41,34	7,04	1,77	0,00
▲ Canadian Pacifique (CP)	76,60	1,88	2,52	6 260	11,00	79,29	46,01	1,40
▲ WestJet (WJA)	16,45	0,36	2,24	5 879	39,88	16,45	10,30	0,24
▲ Air Canada (AC.B)	1,00	0,02	2,04	1 476	1,01	2,43	0,78	0,00
▲ SNC-Lavalin (SNC)	38,90	0,76	1,99	2 813	-23,84	59,97	34,92	0,88
▲ Transforce (TFH)	17,00	0,32	1,92	839	31,27	18,57	9,76	0,52
▲ Saputo (SAP)	42,95	0,62	1,46	1 848	10,04	47,75	35,80	0,76
▲ Metro (MRU)	52,88	0,75	1,44	1 757	-2,07	55,17	43,70	0,86
▲ Dollarama (DOL)	61,80	0,62	1,01	944	38,88	63,75	29,10	0,44
▲ Jean Coutu (PJC.A)	15,01	-0,03	-0,20	1 141	17,73	15,84	10,76	0,28
FINANCE	1 628,44 pts		1,23		4,61			
▲ Brookfield Asset (BAM.A)	34,69	0,98	2,91	6 748	23,72	34,76	25,91	0,56
▲ Sun Life (SLF)	22,75	0,60	2,71	18 633	20,37	29,58	17,92	1,44
▲ Banque Nationale (NA)	74,64	1,87	2,57	8 528	30,47	81,27	63,27	3,16
▲ Financière Manuvie (MFC)	11,36	0,27	2,43	38 258	4,70	17,23	10,18	0,52
▲ Power Corporation (POW)	24,43	0,51	2,13	6 616	2,56	27,42	20,90	1,16
▲ Financière Power (PWF)	25,99	0,54	2,12	3 877	1,76	30,15	23,62	1,40
▲ Banque de Montréal (BMO)	57,37	1,11	1,97	15 517	2,67	62,20	53,15	2,80
▲ Banque Royale (RY)	53,09	0,93	1,78	30 561	2,14	59,13	43,30	2,28
▲ Great-West (GWO)	22,44	0,37	1,68	5 558	10,00	25,64	19,15	1,23
▲ Banque CIBC (CM)	72,71	1,06	1,48	14 423	-1,46	78,29	67,32	3,60
▲ Banque Scotia (BNS)	53,33	0,59	1,13	10 200	1,00	58,10	43,30	2,28

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

DENRÉES				
	FERMETURE	VARIATION (%)		
		1 JOUR	1 AN	
Blé (\$US/boisseau)	7,82	3,68	33,83	
Cacao (\$US/livre)	1,06	2,72	-25,28	
Café (\$US/livre)	1,80	3,33	-31,64	
Mais (\$US/boisseau)	7,19	3,79	12,17	
Soya (\$US/boisseau)	15,72	2,61	18,91	
Sucre (\$US/livre)	0,22	2,71	-19,34	

ÉNERGIE				
	FERMETURE	VARIATION (%)		
		1 JOUR	1 AN	
Essence (\$US/gallon)	2,72	3,64	-8,52	
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	2,74	2,37	-32,94	
Mazout (\$US/gallon)	2,75	2,84	-5,90	

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX				
	FERMETURE	VARIATION (%)		
		1 J	1 AN	
Aluminium (\$US/livre)	0,87	2,36	-23,13	
Argent (\$US/once)	28,21	2,70	-16,28	
Cuivre (\$US/livre)	3,53	1,69	-17,31	
Étain (\$US/livre)	8,68	1,03	-26,00	
Nickel (\$US/livre)	7,76	3,20	-26,00	
Palladium (\$US/once)	599,60	3,74	-20,84	
Platine (\$US/once)	1 488,70	2,27	-13,29	
Plomb (\$US/livre)	0,86	2,65	-27,92	
Zinc (\$US/livre)	0,86	1,60	-18,57	

Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	10,25	15-03-14	115,50	1,00 -0,05
Canada	9,75	01-06-21	167,31	1,60 -0,09
Canada	8,00	01-06-23	160,94	1,81 -0,02
Canada	8,00	01-06-27	176,06	2,05 0,09
Canada	5,75	01-06-29	150,43	2,17 0,11
LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	15-08-20	161,29	2,57 0,01
Manitoba	7,75	22-12-25	151,83	3,03 0,07
New Brunswick	6,00	27-12-17	120,19	2,07 -0,04
Newfoundland	6,15	17-04-28	136,93	3,15 0,24
Nova Scotia	6,60	01-06-27	140,50	3,16 0,23
Ontario	6,25	25-08-28	136,49	3,31 0,24
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	105,10	0,39 -0,07
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	157,13	3,09 0,07
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	157,02	3,16 0,10
P E I	8,50	27-10-15	122,00	1,63 -0,06
Québec	6,00	01-10-29	134,09	3,37 0,25
LES CORPORATIONS				
Bell Canada	7,00	24-09-27	125,62	4,63 0,06
Bombardier	7,35	22-12-26	104,25	6,88 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	130,21	3,58 0,07
Gtaa	6,45	03-12-27	131,57	3,73 0,07
Investors Gr	6,65	13-12-27	119,00	4,88 0,06
Wtcoast Ene	6,75	15-12-27	132,07	3,95 0,08

TAUX D'INTÉRÊT				
	FERMETURE	RENDEMENT		
		SEM.	ANNÉE	
CANADA				
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,00	
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,00	
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,00	
Bons du Trésor (3 mois)	0,87	0,00	-0,06	
Obligations (2 ans)	1,04	0,03	-0,56	
Obligations (10 ans)	1,74	-0,01	-1,38	
ÉTATS-UNIS				
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,00	
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00	
Fed funds	0,25	0,00	0,00	
Bons du trésor (3 mois)	0,08	-0,01	0,07	
Obligations (2 ans)	0,30	-0,01	-0,17	
Obligations (10 ans)	1,63	0,00	-1,55	

OR				
New York				
	1 621,80	\$US		
Variation	1 JOUR	+24,10	\$US	
Variation	1 SEM.	+3,04	%	
Variation	1 AN	+9,39	%	

DOLLAR CANADIEN				
EN CENTS US > 12 mois				
EN EURO > 12 mois				
	98,77	¢US		
VARIATION		+0,55	¢	
SOMME REQUISE POUR ACHETER				
Un dollar US	101,25	¢		

LES DEVICES DANS LE MONDE				
Afrique du Sud	1 \$ vaut	7,99	rands	
Australie	1 \$ vaut	0,96	dollar	
Brésil	1 \$ vaut	1,99	real	
Chine	1 \$ vaut	6,27	renminbis	
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,63	livre	
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,66	dollars	
Inde	1 \$ vaut	53,48	roupies	
Israël	1 \$ vaut	3,87	n.shekels	
Japon	1 \$ vaut	78,86	yens	
Liban	1 \$ vaut	1 482,76	livres	
Mexique	1 \$ vaut	13,18	pesos	
Norvège	1 \$ vaut	5,89	couronnes	
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,23	dollar	
Russie	1 \$ vaut	31,83	roubles	
Suède	1 \$ vaut	6,84	couronnes	
Suisse	1 \$ vaut	0,94	franc	

BOURSE AMÉRICAINE

Le top 10 du S&P 500 : place aux jeunes



PAUL DURIVAGE
LES MARCHÉS

Ce sont de bien jeunes étoiles qui brillent dans la constellation de Charles Dow. Parmi les 10 entreprises du S&P 500 qui affichent la plus forte croissance depuis le début de l'année, la moitié n'étaient pas encore cotées le siècle dernier et aucune n'a plus de 32 ans d'historique boursier, pour une moyenne de 16 ans. En cette journée de fête nationale du 4 juillet aux États-Unis, coup d'œil sur les étoiles de la Bourse américaine.

Sears Holdings, +89,5 %, 9 ans

Celle que l'on pourrait croire la doyenne du groupe puisque ses origines remontent jusqu'en 1886, Sears Holdings, n'est en fait en Bourse sous ce nom et cette structure que depuis 2003. L'aïeule est d'ailleurs bien vigoureuse et a presque doublé de valeur depuis le début de l'année. Le conglomérat qui résulte de la fusion de Kmart et Sears Roebuck projette maintenant de distribuer une partie de ses actions de Sears Canada à ses actionnaires. Sa participation passera alors de 95 à 51 %. Ce bloc de contrôle pourrait lui même être vendu ou distribué aux actionnaires dans un deuxième temps.

TripAdvisor, +82,7 %, 1 an

Voici le rejeton : TripAdvisor plane depuis son inscription à la Bourse sous le ticker TRIP il y a moins d'un an. Sorti de la cuisse d'Expedia, le site internet de conseils aux voyageurs



PHOTO ERIC THAYER, ARCHIVES REUTERS
Parmi les 10 entreprises du S&P 500 qui affichent la plus forte croissance depuis le début de l'année, la moitié n'étaient pas encore cotées au siècle dernier et aucune n'a plus de 32 ans d'historique boursier, pour une moyenne de 16 ans.

fait route seul avec un grand succès non seulement d'estime sur les réseaux sociaux, mais aussi commercial avec la vente d'espace publicitaire. L'entreprise de Newton, dans le Massachusetts, pèse déjà 6,1 milliards US en Bourse.

PulteGroup, +72,0 %, 32 ans

Inscrite à la Bourse depuis juillet 1980, PulteGroup construit et vend des maisons et des terrains résidentiels aux États-Unis. Le titre a rebondi d'un plancher de 3,29 \$US jusqu'à atteindre un sommet de 10,96 \$US ces 52 dernières semaines. L'entreprise est toujours déficitaire et le versement de son dividende a été interrompu, suivant en cela les difficultés du marché immobilier américain. Mais elle a gagné l'intérêt des analystes financiers et, manifestement, l'estime des investisseurs, avec sa stratégie d'investissement dans des propriétés chères situées dans des communautés prisées.

Expedia, +67,7 %, 7 ans

Expedia s'est appréciée de près de 68 % depuis le début de l'année, soit le semestre plus deux jours. L'entreprise qui offre des services de voyage en ligne pour vacanciers et professionnels en déplacement affiche une rentabilité incroyablement même après l'essaimage de la division TripAdvisor. Le bénéfice par action a bondi de 62 % au trimestre terminé le 27 avril alors que les revenus augmentaient de 12 %, à 817 millions US. Les énormes flux autogénérés permettent déjà à l'entreprise de racheter une partie de ses actions mises sur le marché il y a moins de sept ans, en plus de verser un dividende.

Monster Beverage, +62,5 %, 24 ans

Eh oui ! Les boissons énergisantes font aussi bondir les cours boursiers. Monster Beverage, qui distribue notamment les boissons

Monster Energy, a réalisé une réelle performance avec un gain de 62,5 % dans un marché baissier, depuis le début de l'année. Cela semble également découler de son changement de raison sociale ; l'entreprise était connue jusqu'alors sous le nom de Hansen Natural, un nom apparemment moins au goût du jour. L'historique boursier de Monster remonte jusqu'en 1988, mais ce n'est que depuis huit ans que le fabricant de jus de fruit s'excite sur le parquet. L'entreprise jouit d'une rentabilité exceptionnelle avec des taux de croissance dans les deux chiffres prévus pour encore au moins cinq ans. L'entreprise pèse 13 milliards US en Bourse, le 13^e de Coca-Cola, pour des produits de niche.

Regions Financial, +59,5 %, 29 ans

Regions Financial est une société de portefeuille réunissant plusieurs banques régionales. Elle profite d'un rebond

boursier après une chute abyssale, suivant en cela le marché hypothécaire américain.

Lennar Corp, +58,0 %, 32 ans

Même profil que PulteGroup. Même histoire, aussi.

Seagate Technologies, +53,2 %, 10 ans

Le plus important fabricant de lecteurs de disques durs du monde suit l'essor de la nouvelle économie.

Dean Foods, +51,6 %, 16 ans

Le premier producteur laitier américain affiche de solides résultats dans une industrie traditionnelle.

Teradata Corp, +49,3 %, 5 ans

La toute jeune entreprise de stockage de données suit l'expansion de l'informatique en nuage (*cloud computing*).

On en discute sur le Blogue des marchés à : www.lapresse.ca/durivage

LES BOURSES DEPUIS LE DÉBUT DE 2012

New York (S&P 500)	+9,3%
Toronto (S&P/TSX)	-0,9%
Londres (FTSE 100)	+2,1%
Paris (CAC 40)	+3,5%
Milan (FTSE MIB)	-3,9%
Tokyo (Nikkei)	+7,2%

Wall Street termine en hausse avant le congé

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE

REVUE BOURSIÈRE

La Bourse de Toronto a bondi hier pour atteindre un sommet de deux mois, dans l'espoir que les banques centrales entreprennent des actions pour garder la fragile reprise économique mondiale sur les rails.

L'indice composé S&P/TSX a grimpé de 252,19 points (+2,2 %) pour atteindre 11 848,75 points, les courtiers ayant en outre bien accueilli les plus récentes données sur les commandes passées auprès des fabricants américains.

Le dollar canadien s'est pour sa part apprécié de 0,55 cent US, à 98,77 cents US.

Les analystes s'attendent à ce que la Banque centrale européenne réduise son taux d'intérêt directeur d'un quart de point plus tard cette

semaine et à ce que la Banque d'Angleterre augmente sa masse monétaire.

Les attentes vis-à-vis des banques centrales ont aidé à faire grimper le cours du pétrole brut, lequel a pris 3,91 \$US, à 87,66 \$US le baril, à la Bourse des matières premières de New York.

À la veille de la Fête nationale, « il n'y a plus beaucoup de monde dans les salles de marché », ce qui se traduit sur les échanges, a remarqué Gregori Volokhine peu avant la clôture anticipée de Wall Street.

L'action de Canadian Natural Resources a grimpé de 1,10 \$, à 28,41 \$.

L'action de BCE a grimpé de 56 cents, à 42,54 \$, et le titre de la Banque Royale a pris 93 cents, à 53,09 \$.

La Bourse de New York a terminé en hausse une séance écourtée et calme à la veille de

la fête nationale américaine, jour férié aux États-Unis : le Dow Jones a pris 0,56 % et le NASDAQ 0,84 %.

L'indice Dow Jones s'est apprécié de 72,43 points, à 12 943,82 points et le NASDAQ, à dominante technologique, de 24,85 points, à 2.976,08 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a augmenté de 0,62 % (+8,51 points), à 1374,02 points.

Sans direction à l'ouverture, Wall Street s'est installé en territoire positif à la publication des chiffres des commandes aux industries manufacturières qui

ont rebondi aux États-Unis en mai après deux mois de baisse.

Les échanges sont cependant restés très calmes hier.

À la veille de la Fête nationale, « il n'y a plus beaucoup de monde dans les salles de marché », ce qui se traduit sur les échanges, a remarqué Gregori Volokhine peu avant la clôture anticipée de Wall Street. « Comme avant la fête de Thanksgiving (en novembre), ce sont des journées à très petit volume. »

Or, « une activité très légère s'accompagne souvent d'une hausse modeste et lente des indices », a souligné de son côté Dick Green, du site d'analyse financière Briefing.com.

Par ailleurs, « l'attente d'une action prochaine des banques centrales pour soutenir les marchés financiers mondiaux est l'un des facteurs clés expliquant la bonne tenue du marché », a ajouté le stratège, en référence aux réunions de banques

centrales attendues dans les prochains jours, dont celle la Banque centrale européenne (BCE) hier.

Les négociants étaient également tournés vers la publication du rapport mensuel sur l'emploi et le chômage aux États-Unis vendredi.

Enfin, « les ventes de voitures aux États-Unis ont été bien meilleures que prévu », a relevé M. Volokhine, ce qui a contribué à soutenir la hausse du marché. Les ventes des constructeurs automobiles américains ont nettement augmenté au mois de juin aux États-Unis, notamment Toyota (+60 %), qui a poursuivi son spectaculaire rebond des derniers mois.

Dans le secteur informatique, le géant américain des logiciels Microsoft a cédé 0,46 % après avoir annoncé lundi qu'il dépréciait à hauteur de 6,2 milliards US les actifs de sa division de services en ligne, soit la totalité de sa valeur d'acquisition.

Stabilité sur le marché de l'emploi professionnel

Peu de cadres canadiens croient avoir à embaucher du nouveau personnel professionnel au cours du prochain trimestre, car pour la plupart, c'est le statu quo : 83 % ne prévoient aucun changement dans la taille de leur équipe. Toutefois, 9 % prévoient une hausse de leur effectif et à peine 4 % anticipent des mises à pied.

IRIS GAGNON-PARADIS
COLLABORATION SPÉCIALE

Ces résultats sont tirés du *Rapport sur les emplois professionnels* publié chaque trimestre par la société de recrutement Robert Half. « C'est à la fois une bonne et une mauvaise chose, résume Jean-Philippe Gauthier, C.A., directeur du recrutement pour le cabinet. Bonne, car il y aura plus d'embauches que de mises à pied, avec 5 % de hausse nette. Mauvaise, car c'est 4 % de moins qu'au dernier trimestre. »

Le climat est plutôt à la stabilité; Statistique Canada a annoncé la semaine dernière que le taux de chômage au pays était demeuré stable en mai à 7,3 %, après deux mois de forte progression (le Québec enregistre une faible hausse à 7,8 %). « Cette



Les Montréalais à la recherche d'emploi semblent moins préoccupés ces temps-ci par la question salariale que par d'autres facteurs, telles les possibilités d'avancement, la qualité de vie et l'endroit où se trouve le lieu de travail.

stabilité peut s'expliquer par deux choses, croit M. Gauthier: les entreprises canadiennes sont en pause et attendent de voir ce qui va se passer aux États-Unis, mais aussi en Europe et en Asie. L'autre raison qui empêche les entreprises de planifier, c'est la difficulté de trouver une main-d'œuvre de qualité dans des domaines spécialisés comme la comptabilité, les finances et le droit. »

Professionnels qualifiés: une denrée rare

En effet, 41 % des cadres interrogés par Robert Half affirment avoir de la difficulté à trouver des professionnels qualifiés. « En comptabilité et finances, le taux de chômage est de 3,6 % et il est de 4,1 % dans les technologies; on n'est pas loin du plein emploi. À Montréal, notamment, ce sont des postes très recherchés, car autant les petites

que les grandes entreprises ont besoin d'analystes financiers, de comptables ou de gens dans leur équipe de paye, qui sont présentement une denrée rare sur le marché! »

Le secteur juridique est aussi fortement en croissance avec une embauche nette prévue de 39 % au pays. Le phénomène est bien réel à Montréal, croit le recruteur: « On engage beaucoup dans les cabinets présentement;

« Plusieurs entreprises à Montréal commencent à comprendre les bienfaits du travail sur la rétention des employés, ce qui fait une grosse différence. »

— Jean-Philippe Gauthier, directeur du recrutement à la firme de gestion en ressources humaines Robert Half

c'est un retour de balancier après la crise qui a causé beaucoup de mises à pied. » Cette situation fait en sorte que les candidats ont plus que jamais « le gros bout du bâton », ajoute M. Gauthier. « Beaucoup d'employeurs ne s'en rendent pas encore compte et vont perdre des employés, ce qui coûte très cher. Mais plusieurs entreprises à Montréal commencent à comprendre les bienfaits du travail sur la rétention des employés, ce qui fait une grosse différence. »

M. Gauthier remarque d'ailleurs que les Montréalais à la recherche d'un emploi semblent moins préoccupés ces temps-ci par la question salariale que par d'autres facteurs, telles les possibilités d'avancement, la qualité de vie et l'endroit du lieu de travail. « Si on s'approche de la maison, même si on fait le même salaire, ça peut améliorer notre situation globale. J'ai même vu des gens prêts à accepter une diminution salariale, car l'emploi offrait d'autres avantages. »

URANIUM SUR LA CÔTE-NORD

Uracan en panne financière

HUGO FONTAINE

La société minière Uracan, qui détient des propriétés d'exploration d'uranium sur la Côte-Nord, est à court d'argent. La société a mis ses projets de côté.

Les états financiers d'Uracan pour le troisième trimestre, terminé le 30 avril 2012, révèlent que le fonds de roulement est en déficit de 195 133\$. La société risque donc de ne pas pouvoir faire face à ses obligations financières à court terme. Au 30 avril, la société n'avait plus que 31 676\$ en banque, contre près de 3,6 millions au 31 juillet 2011.

La société a cessé ses travaux sur le territoire nord-côtier l'automne dernier. Le printemps dernier, le porte-parole d'Uracan au Québec, Yvan Loubier, avait indiqué à des médias régionaux que l'acceptabilité sociale n'était pas au rendez-vous et que la société se donnait un

temps de réflexion. Or, tout indique qu'Uracan n'a tout simplement plus les ressources financières pour aller de l'avant.

Dans son rapport de gestion du troisième trimestre, Uracan déclare qu'il existe « un doute significatif sur la capacité de la société à poursuivre ses activités ». Sa survie dépend de la capacité des dirigeants à trouver rapidement du financement pour les opérations.

Or, le titre d'Uracan (URC) vivote à 4 cents à la Bourse de croissance du TSX, en recul constant depuis le seuil de 10 cents atteint en janvier. Il faut dire que les temps sont durs pour la grande majorité des sociétés juniors. Les investisseurs sont frileux et fuient le risque.

Uracan détient un bloc de propriétés de 1000 kilomètres carrés en Moyenne-Côte-Nord. Le sous-sol contient de très faibles teneurs

en uranium, mais Uracan souhaite prouver qu'il y a suffisamment de minerai pour justifier une éventuelle exploitation à fort tonnage (donc à ciel ouvert).

Du 31 juillet 2011 jusqu'à la fin de l'automne, Uracan a dépensé plus de 2,2 millions pour ses travaux d'exploration sur la Côte-Nord, portant le total à près de 30 millions depuis quatre ans.

Les travaux d'Uracan ont soulevé beaucoup de protestations à Havre-Saint-Pierre et en Minganie. Huit municipalités ont adopté des résolutions contre le développement uranifère et le groupe d'opposition citoyen « Minganie sans uranium » est né pour contrer Uracan.

Le président et chef de la direction d'Uracan, Gregg Sedun, de même que le porte-parole québécois, Yvan Loubier, n'ont pas rappelé *La Presse Affaires* hier.

Blocus minier à Schefferville

HUGO FONTAINE

Des Innus de Schefferville bloquent depuis la fin de semaine dernière les accès routiers utilisés par les sociétés minières dans la région. Le président et chef de la direction de New Millennium Iron, Dean Journeaux, a indiqué hier à *La Presse Affaires* que l'entreprise ne savait pas encore quels étaient les motifs exacts des autochtones. « Le blocus est paisible et nous le respectons », a-t-il néanmoins déclaré par voie de communiqué.

Une cinquantaine de personnes participent à l'action et dénoncent des forages effectués près de la collectivité sans l'accord préalable des autochtones.

Selon Radio-Canada, une cinquantaine de personnes participent à l'action et dénoncent des forages effectués près de la collectivité sans l'accord préalable des autochtones. Les projets d'exploration et d'exploitation du minerai de fer se multiplient autour de Schefferville, au cœur de la riche Fosse du Labrador.

New Millennium est l'une des nombreuses firmes présentes dans la région, où elle mène des travaux d'exploration et construit une mine en partenariat avec Tata Steel. Il a été impossible de joindre les représentants du conseil de la nation innue de Matimekush-Lac-John.

À la Bourse de Toronto, hier, les actions de New Millenium Iron ont gagné un cent à 1,60 \$.



COLLÈGE FRANÇAIS

recherche un(e) :

DIRECTEUR/DIRECTRICE
DES SERVICES PÉDAGOGIQUES

RESPONSABILITÉS

Sous l'autorité du conseil d'administration, il est responsable de la planification, de l'organisation, du contrôle et de l'évaluation de l'ensemble des programmes.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Baccalauréat en enseignement et autorisation permanente d'enseigner délivrée par le MELS.
- Avoir complété ou être en voie de compléter un programme de 2^e cycle universitaire.
- Expérience minimale de huit années en éducation, dont au moins 3 dans un poste de gestion.

TRAITEMENT

Selon la politique salariale du collège.
Veuillez faire parvenir les curriculum vitae au 514 448-9906



VENEZ TRAVAILLER
EN SASKATCHEWAN
DOMAINE DE L'ÉDUCATION

Vous recherchez un environnement professionnel stimulant et de nouveaux défis?

Le Conseil des écoles fransaskoises (CEF) a plusieurs postes à vous offrir en :

DIRECTION D'ÉCOLE
ASSISTANT SURINTENDANT
ENSEIGNEMENT
ORTHOPÉDAGOGUE
ÉDUCATEUR OU ÉDUCATRICE
ANIMATION CULTURELLE
AUXILIAIRE À L'ENSEIGNEMENT
CONCIERGE

Pour nous connaître davantage, visitez notre site web au www.cefsk.ca